



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Février

L'Union : 02/02/10

Le sucre traverse les frontières de l'Union européenne

La Commission européenne a autorisé les exportations de sucre hors quota de la récolte 2009, et au-delà du plafond fixé par l'OMC (Organisation mondiale du commerce.) Cette décision était nécessaire, au regard de l'importance du volume de production de sucre dans l'UE et du niveau élevé des prix mondiaux. Cela va éviter de stocker le sucre dans l'Union européenne et plus particulièrement en France.

20 minutes : 02/02/10

Union européenne Le président du Parlement européen, Jerzy Buzek, est à Paris aujourd'hui

« Renforcer l'UE sur la scène internationale »

Le président du Parlement européen Jerzy Buzek est en visite officielle à Paris, et c'est à cette occasion qu'il a été interrogé. A la question du changement apporté par la ratification du traité de Lisbonne en décembre 2009, il répond que cela signifie plus de pouvoirs pour les députés européens. Nous sommes actuellement sous présidence espagnole, mais l'Union européenne bénéficie également d'un président du Conseil européen stable (Herman Van Rompuy).

Cela va permettre selon le président du Parlement européen de renforcer l'UE sur la scène internationale. De plus, en vertu du traité de Lisbonne, la Commission peut mettre en place un mécanisme de réaction

rapide en ce qui concerne les catastrophes comme le séisme en Haïti par exemple. D'ailleurs, la politique européenne d'aide humanitaire constitue l'un des axes les plus concrets de l'UE.

La création du poste de haut représentant permet de mettre en place des opérations de crise et de faire appel aux Etats en matière de capacités civiles et militaires (dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune). En ce qui concerne le sommet de Copenhague, le résultat n'a pas été satisfaisant pour l'UE, et elle devrait aider des pays en développement financièrement mais aussi par le transfert de compétences et la coopération technologique.

Direct Lille Plus : 03/02/10

Union européenne : Un exécutif très discret

Le sommet UE-Etats-Unis prévu le 24 mai prochain à Madrid va être reporté selon une source proche du gouvernement espagnol qui assure la présidence tournante de l'UE. La Maison Blanche a évoqué un problème d'agenda mais également le « schéma complexe » des institutions européennes.

L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne associe le président du Conseil (Herman Van Rompuy) et la présidence tournante espagnole. Cependant, le président du Conseil qui devait donner un visage à l'Europe, reste en retrait, et cela ne l'aide pas à établir sa notoriété. En effet, il a refusé toutes les demandes d'interviews, jusqu'au prochain sommet qu'il a convoqué le 11 février.

20 minutes : 03/02/10

Sommet de Madrid

Obama pose un lapin aux européens

La Maison Blanche a annoncé que Barack Obama ne se rendrait pas au sommet de Madrid les 24 et 25 mai. L'événement sera donc probablement

reporté au second semestre. Officiellement, il s'agit d'un problème de calendrier, mais l'Europe s'inquiète de la relation que les Etats-Unis tentent de nouer avec l'Asie.

Cependant, ce n'est pas la première fois que le président américain manque à l'appel, ce qui cause des incompréhensions de chaque côté de l'Atlantique. Les Etats-Unis sont déçus que les pays européens montrent peu d'engouement pour envoyer des troupes supplémentaires en Afghanistan ou bien d'accueillir des détenus de Guantanamo.

L'Union : 03/02/10

Google fait sa pub en Europe

Google a lancé une campagne de publicité en Europe sur des supports physiques dans le but de promouvoir son navigateur internet Chrome, et les autorités européennes de régulation ont obtenu de faciliter aux usagers le choix de leur logiciel. Dès le mois de mars, les utilisateurs européens de Windows pourront choisir parmi douze navigateurs afin de sélectionner leur navigateur par défaut.

La Voix du Nord : 03/02/10

Zone euro

En raison du poids de sa dette, la Grèce prône un mécanisme d'aide pour les pays lourdement endettés de la zone euro, qui se base sur l'émission d'euro-obligations.

La Voix du Nord : 03/02/10

Obama inflige un camouflet à une Europe invisible sur la scène mondiale

Le président américain, Barack Obama, ne participera pas au sommet UE-Etats-Unis qui devait avoir lieu les 24 et 25 mai et qui sera probablement

reporté. Ce sommet était pourtant une des priorités de la présidence tournante espagnole. Cependant depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le schéma des institutions européennes a changé (un président du Conseil, le Belge Herman Van Rompuy, et une présidence tournante pour six mois.)

C'est pourquoi, le président américain a manifestement du mal à s'y retrouver face à tous les représentants de l'UE. De plus, le président avait été déçu de la manière dont s'est déroulé le dernier sommet Etats-Unis-UE en novembre. L'UE s'inquiète d'un début de marginalisation de la relation transatlantique, par rapport à celle que les Etats-Unis développent avec l'Asie.

La Voix du Nord : 04/02/10

La France veut sauver le thon rouge, tout en ménageant les pêcheurs

La France s'est prononcée en faveur d'une interdiction du commerce international du thon rouge, menacé par la surpêche, et un sursis de dix-huit mois doit permettre un soutien européen aux pêcheurs. Ce délai doit servir à la négociation à Bruxelles, afin d'obtenir des dérogations pour la pêche artisanale.

De plus, la Commission européenne est favorable à cette interdiction, et attendait la position de la France afin de la proposer aux Etats membres par le système de vote de chaque pays.

Mais le Japon, qui achète 80% des prises mondiales vient d'entamer une campagne de lobbying pour contrer cette mesure. Le ministre français de l'Agriculture et de la Pêche, Bruno Le Maire a réclamé des financements européens au profit des pêcheurs qui seront lésés par cette mesure.

La Voix du Nord : 04/02/10

Cinquante-cinq pays, 78% de la pollution, s'engagent timidement après Copenhague

55 pays, représentant 78% des émissions de gaz à effet de serre ont envoyé leurs objectifs de réduction pour 2020, à la Convention sur le climat des Nations unies.

L'Union : 04/02/10

La guerre du thon rouge a commencé

La France s'est exprimée hier en ce qui concerne l'interdiction du commerce international du thon rouge. L'Italie s'était déjà engagée à soutenir la proposition d'interdiction, mais la France qui est le premier pays pêcheur avec 20% des captures déclarées, tardait à se prononcer. La position de Paris est donc déterminante pour la ligne que l'Union européenne défendra sur le plan international.

20 minutes : 04/02/10

Etats-Unis Après une année passée au pouvoir Barack Obama commence à montrer les dents

Washington retourne à la politique du bâton

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, n'assistera pas au sommet bilatéral de Madrid les 24 et 25 mai prochains. L'Union européenne n'est pas sa priorité, elle ne représente que 7,3% de la population mondiale alors que l'Asie pèse 60%.

C'est pourquoi, les Etats-Unis développent des relations privilégiées avec l'Asie, mais cela ne veut pas dire que les relations avec l'Union européenne ne sont pas structurellement fortes.

Il semble que le président Obama s'agace du désordre qui règne à la tête de l'Union, en effet chaque institution européenne possède un président,

et certains des vingt-sept pays tentent parfois de jouer leur propre partition. Cela conduit à un manque de cohérence au sein de l'Union.

L'Union : 05/02/10

Stratégie de sortie de crise pour Angela Merkel et Nicolas Sarkozy Paris et Berlin se serrent les coudes

Le douzième conseil des ministres franco-allemand a donné lieu à une conférence de presse, au cours de laquelle, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont réaffirmé une coopération de longue durée. La prise de distance du président des Etats-Unis à l'égard de l'Union européenne agace à Paris et Berlin. En effet, la relation des Etats-Unis avec l'Asie, met l'Europe à l'écart.

C'est pourquoi la cohérence interne de l'Union européenne est exigée afin de défendre une seule ligne politique. Cependant, il existe des difficultés à s'entendre en ce qui concerne les négociations sur le surcoût de l'A400M, l'avion militaire européen de transport. Il existe d'ailleurs quelques interférences entre la France et l'Allemagne qui doivent résister aux turbulences sous peine de retomber dans de petites querelles qui pourrissent l'efficacité de l'Europe.

20 minutes : 08/02/10

Alerte rouge aux déficits en zone euro

Les déficits publics en zone euro font craindre le pire. Lors de l'ouverture des Bourses ce matin, les marchés ont plongé dans le sillage des places européennes. D'ailleurs, c'est la Grèce qui est à l'origine de la chute. En effet, son niveau d'endettement a poussé la Commission européenne à placer le pays sous tutelle.

Le pays a réagi promptement en annonçant une loi pour restructurer le secteur public, mais les investisseurs sont inquiets face aux dettes de la Grèce, ainsi que de celles de l'Espagne, et du Portugal. Les marchés

commencent à douter de la capacité de certains pays à rembourser leur dette et à redresser leur économie.

De plus, l'échec d'un pays affecterait l'ensemble de la zone euro, mais plusieurs observateurs des marchés estiment que cette agitation n'est qu'une spéculation. Frédéric Compin, auteur de *Le pouvoir du droit face à la désinformation financière*, déclare que l'Union européenne peut faire face à condition de se concerter. D'ailleurs, le déficit de la zone euro ne s'élève qu'à 6,1% du PIB alors que celui des Etats-Unis est de 11,2%.

La Voix du Nord : 08/02/10

Ukraine : Ianoukovitch président selon les sondages, Timochenko conteste

L'opposant pro-russe Viktor Ianoukovitch a remporté l'élection présidentielle, hier, en Ukraine. Mais cette victoire a été contestée par le camp adverse de Ioulia Timochenko qui a fait état de « fraudes massives ». Pendant sa campagne, cette dernière a joué la carte d'une volonté pro-européenne et a déclaré « j'ai voté pour une nouvelle Ukraine, une Ukraine belle, européenne où les gens vivront heureux ». On attend aujourd'hui, les conclusions des observateurs de l'OSCE (Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe) et du Conseil de l'Europe.

La Voix du Nord : 09/02/10

L'Ukraine a un nouveau président : Viktor Ianoukovitch, l'homme de l'Est

Le nouveau président Viktor Ianoukovitch prône une politique d'équilibre entre la Russie et l'Union européenne. Il a remporté les élections avec 48,66% des voix dans un scrutin jugé « honnête » par l'OSCE (Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe). Cependant, le Premier ministre Ioulia Timochenko refuse encore de s'avouer vaincue, tant que le dernier bulletin n'est pas comptabilisé.

La Voix du Nord : 10/02/10

Les maillons faibles de l'euro

Par leur comportement, les Grecs ont obtenu un recul de l'euro face au dollar. Ce recul était attendu depuis longtemps par les exportateurs privés de marchés devant la force de l'euro. Mais cependant, l'euro est depuis quelques jours la cible des spéculateurs à la baisse.

La Grèce n'est pas le seul maillon faible de l'euro face à la sanction des marchés. En effet, on remet en doute la capacité de l'Espagne et du Portugal, à faire face aux échéances de leur dette publique accrue par la crise. Les marchés financiers attendent donc les décisions du Conseil européen qui se réunit demain à Bruxelles.

L'Union européenne volera-t-elle au secours de la Grèce ? Est-ce que le Fonds Monétaire International interviendra avec ses mesures conséquentes en échange d'une aide financière ? Une intervention du FMI serait vécue comme une humiliation pour la zone euro et l'Europe entière, c'est pourquoi les Etats membres feront tout pour l'éviter.

Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet surveille l'inflation et les taux d'intérêt. La Commission devait ramener les pays fautifs dans le droit chemin. C'est désormais, aux dirigeants des Etats membres qu'il incombe de ramener la confiance dans l'euro en parlant d'une seule voix.

La Voix du Nord : 10/02/10

Union européenne

La Commission investie

Le Parlement européen a investi hier, la nouvelle Commission européenne pour un mandat de cinq ans. Elle est présidée par José Manuel Barroso, et se compose de vingt-sept membres. Elle compte notamment le Français Michel Barnier au marché intérieur et aux services.

La Voix du Nord : 10/02/10

Mons a été désignée capitale européenne de la culture en 2015

La ville de Mons a obtenu la désignation de capitale européenne de la culture en 2015. En effet, le dossier de candidature a passé toutes les étapes de présélection, et Yves Vasseur, chargé du projet a dévoilé que le fil conducteur reposerait sur « l'image, le son, les mots et la mémoire ».

Les transformations et les rénovations, avec le théâtre du Manège, le théâtre Royal, le musée des Beaux-Arts, ont contribué au dossier de candidature, et les retombées seront importantes en matière économique, culturelle et touristique.

Cela sera également bénéfique pour la vallée de la Sambre, le Valenciennois et bien sûr pour Lille. En effet, Yves Vasseur, très attaché à la « politique transfrontalière » souhaite associer les villes du val de Sambre à l'événement. Ce sera notamment le cas de Maubeuge, désignée capitale régionale de la culture, et de Jeumont. De plus, des collaborations auront lieu dans le Valenciennois et dans la région lilloise, avec de nombreuses manifestations.

La Voix du Nord : 10/02/10

Ce soir, la ville de Mons fête son titre de capitale européenne de la culture en 2015

Une grande fête est organisée ce soir, sur la Grand-Place de Mons afin de célébrer la désignation de la ville comme capitale européenne de la culture en 2015. Le bourgmestre Elio Di Rupo a également porté le projet jusqu'à la dernière étape qui a permis à la ville d'obtenir la désignation.

Jusqu'alors, le projet était resté secret, on apprenait seulement son intitulé : « Quand la technologie rencontre la culture » avec un fil conducteur autour de « l'image, du son, des mots et de la mémoire ».

Plusieurs infrastructures ont permis de peser en faveur de la candidature comme le théâtre du Manège, le théâtre Royal, le musée des Beaux-Arts, la Maison folie (Lille 2004) sans oublier les infrastructures à venir et notamment le centre de la production et de la promotion de la culture, la Fondation Mons 2015.

20 minutes : 10/02/10

**UE L'équipe de la Commission approuvée hier
Barroso, le retour**

Après trois mois d'incertitude, la nouvelle Commission européenne de José Manuel Barroso a reçu hier l'investiture du Parlement européen. L'équipe Barroso II aura beaucoup à faire. En effet, sa priorité sera de relancer la croissance économique.

Souvent critiqué d'immobilisme, Barroso a annoncé « des mesures à court terme pour remettre l'Europe au travail » et promouvoir la croissance et l'emploi. De plus, il estime que l'Union européenne doit parler « d'une seule voix » afin de peser davantage dans le monde, et d'avoir « une coordination économique plus forte ».

D'ailleurs l'idée d'un « gouvernement économique » à 27 est à l'étude. La Commission risque malgré tout d'avoir des difficultés à s'affirmer face aux Etats, et au nouveau président du Conseil européen, le Belge Herman Van Rompuy qui a convoqué demain un sommet sur la crise.

20 minutes : 11/02/10

L'UE vient en aide à la Grèce, en déroute financière

Le sommet qui se tient aujourd'hui à Bruxelles était initialement consacré à la relance de la croissance et aux moyens de mieux coordonner les politiques économiques européennes. Mais lors de ce sommet, les vingt-sept Etats membres devraient affirmer leur solidarité envers la Grèce et préparer

un plan d'aide financière. L'objectif est de mettre un terme aux spéculations sur les marchés financiers contre la Grèce et l'euro.

De plus, l'Europe veut éviter une intervention du Fonds Monétaire International qui serait humiliante pour elle. En Grèce, les mesures d'austérité décidées par le gouvernement suscitent un tollé auprès des fonctionnaires. Ces derniers ont décidé de faire la grève pour dénoncer ces mesures jugées comme « des sacrifices injustes et inefficaces » pour faire face à la crise.

L'Union : 11/02/10

Le Conseil européen doit prendre position aujourd'hui Un plan de sauvetage pour la Grèce

La France estime qu'il faut adresser un message de soutien à la Grèce lors du sommet qui se réunit aujourd'hui. A l'heure actuelle, aucun accord n'est intervenu sur les modalités de soutien. Le premier ministre grec George Papandréou a assuré que son pays ferait tout pour parvenir à réduire son déficit public.

Pour la France, le risque est que les tensions spéculatives qui ont pénalisé la Grèce sur les marchés de la dette ne se propagent à l'ensemble des marchés financiers, ce qui risque d'enrayer la reprise. Les fonctionnaires grecs font grève contre les mesures d'austérité prise par le gouvernement pour faire face à la crise.

La Voix du Nord : 11/02/10

Coopération transfrontalière : la parole aux citoyens concernés

Pierre Lellouche, le Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes a réuni à Paris, un colloque sur la coopération transfrontalière, et a répondu à quelques questions. Beaucoup de citoyens français sont concernés par le travail frontalier, et sont confrontés à l'accès aux soins, à des soucis de transport, de formation, de logement, ou d'allocation chômage.

Des « cahiers de doléances » seront ouverts dans les préfectures et un site internet sera mis en place pour faire remonter les problèmes rencontrés par les travailleurs frontaliers. Le travail frontalier est plus généralement à sens unique. D'ailleurs, lors de ce colloque, il a été établi que les différentiels fiscaux et de droit du travail font que d'un côté de la frontière, on trouve le lieu de résidence, et de l'autre le lieu de travail.

Au cours du colloque, l'idée de zones franches transfrontalières a été évoquée. Il existe un aéroport binational à Bâle-Mulhouse où les autorités suisses ont réclamé que soient adoptés le droit fiscal et le droit du travail de la Suisse. Cependant, des négociations ont lieu pour parvenir à un équilibre et pour éviter que plusieurs emplois disparaissent dans cet aéroport. La coopération transfrontalière oblige à une comparaison entre les pays voisins.

20 minutes : 12/02/10

Grèce

Efforts en perspective

Athènes s'est engagé à réduire son déficit public et l'UE a assuré la Grèce de sa solidarité afin d'empêcher la faillite du pays et de défendre la zone euro. Cependant aucune aide financière concrète n'a été annoncée.

20 minutes : 12/02/10

Haïti

L'UE décide une assistance militaire européenne

Hier, les dirigeants de l'UE ont appuyé le lancement d'une opération d'assistance militaire européenne, à la demande de leur gouvernement et de l'ONU, pour fournir des abris aux Haïtiens sinistrés avant la saison des pluies.

Direct Lille Plus : 12/02/10

Union européenne

Au secours de la Grèce

Les dirigeants de l'UE se sont réunis hier, pour élaborer un plan de sauvetage de la Grèce. De manière plus générale, ils ont abordé la question de la gouvernance économique en Europe.

Le président français, Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande, Angela Merkel se sont prononcés en faveur d'un soutien à la Grèce, mais ont exigé des garanties. Les dirigeants européens se sont tenus à une déclaration de principe de soutien à la Grèce et veulent rassurer les marchés. Les détails techniques d'un plan de soutien devraient bientôt être évoqués.

Métro : 12/02/10

Une aide de principe à la Grèce

Les dirigeants européens rassemblés hier à Bruxelles, ont promis leur solidarité à la Grèce pour empêcher tout risque de faillite du pays. Dans l'immédiat aucune aide financière n'est prévue, mais les ministres des finances de la zone euro travaillent à la mise au point d'un plan d'aide dans le cas où la Grèce serait menacée de défaut de paiement.

L'Union : 12/02/10

L'Union monnaie son soutien à la Grèce

Les gouvernements de l'UE vont prendre des mesures coordonnées pour assurer la stabilité de l'euro, mais la Grèce doit mettre en place avec rigueur son plan d'austérité budgétaire. La situation financière grecque s'est invitée à ce sommet qui devait être initialement consacré à la stratégie économique à long terme de l'Union.

L'Allemagne et la France ont jeté tout leur poids dans la bataille pour entraîner leurs partenaires dans cette démonstration de solidarité. La Grèce se retrouve donc de fait placée sous tutelle et contrainte de renforcer encore les mesures de rigueur pour faire face à ses nouveaux engagements.

La Voix du Nord : 12/02/10

L'UE soutient la Grèce et tente d'éviter une contagion au reste de la zone euro

Les dirigeants européens ont promis hier leur solidarité à la Grèce pour empêcher tout risque de faillite du pays et défendre la zone euro. A l'heure actuelle, il s'agit uniquement d'une déclaration de soutien de principe à Athènes. Celle-ci vise à mettre un terme à l'agitation sur les marchés avec les spéculations sur la faillite de la Grèce, et à éviter une contagion au reste de la zone euro.

Dans l'immédiat, la question d'une incapacité d'Athènes à rembourser ses dettes « ne se pose pas » selon le président du Conseil européen. Cependant, les pays de la zone euro se sont déjà mis d'accord sur les modalités d'une éventuelle aide financière, au cas où la situation se dégraderait. L'absence de détails du plan d'aide n'a pas apaisé les marchés financiers. En échange de leur soutien, les pays européens ont exigé de la Grèce qu'elle respecte ses engagements afin de réduire son déficit.

Le président français Nicolas Sarkozy a précisé que la Grèce fera l'objet d'une surveillance « mensuelle ». La Grèce, placée sous tutelle budgétaire sera contrôlée non seulement par Bruxelles, mais aussi par la Banque centrale européenne et par le Fonds Monétaire International. Selon des analystes, les attaques spéculatives contre Athènes pourraient pénaliser l'euro à moyen terme, ces attaques visaient aussi le Portugal et l'Espagne. Certains analystes n'excluent pas de futures attaques contre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis qui accumulent des déficits astronomiques, depuis des années.

20 minutes : 15/02/10

Très cher président Barroso

Les « missions » et les « frais de représentation » du président de la Commission européenne José Manuel Barroso ont coûté 730 230 en 2009 selon un document officiel. Cela fait tache en pleine crise économique et financière. En tout les 27 membres de la Commission ont dépensé près de 4 millions d'euros en 2009.

Cependant, leurs frais de représentation se situent entre 5000 et 16000, alors que ceux du président de la Commission sont de plus de 32000. La Commission explique que son président « voyage beaucoup » et qu'il ferait appel à des avions-taxis, lorsqu'il n'y a pas de liaisons directes (la Commission n'ayant pas d'avion).

20 minutes : 16/02/10

L'UE doit annoncer du concret pour les finances grecques

Le ministre grec des Finances, Georges Papaconstantinou s'est opposé hier, à prendre de nouvelles mesures d'économies. Il a déclaré que « ce qui empêchera les marchés d'attaquer la Grèce en ce moment serait un nouveau message plus explicite » des Européens. L'UE a pris des mesures mais aucune n'a été annoncée à l'heure actuelle. Cependant, la ministre des Finances espagnole dont le pays préside l'UE, a promis néanmoins que la réunion d'aujourd'hui déboucherait sur des annonces.

Les positions divergent, il a été question d'une possibilité de prêts coordonnés, selon le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker. Mais certains sont plus en faveur d'un traitement de choc. D'ailleurs, la Commission européenne a recommandé de placer la Grèce sous surveillance budgétaire, afin qu'elle soit en mesure de ramener son déficit public sous la barre des 3% du PIB à l'horizon de 2012.

Dans cet objectif, les mesures préconisées pourraient être, des mesures de consolidation supplémentaires avec plus de coupes budgétaires, une augmentation de la TVA ainsi qu'une taxation plus forte sur les produits de luxe et l'énergie.

L'Union : 16/02/10

Puis-je échanger mes billets et pièces en francs ?

La Banque de France n'échange que cinq billets jusqu'au 17 février 2012 : les billets de 500F, de 200F, de 100F, de 50F, et de 20F. Les échanges par correspondance peuvent être effectués, mais il faut respecter certaines conditions. Les envois dans la limite de 5000 doivent être effectués en recommandé, ou en valeur déclarée lorsqu'ils sont supérieur à 3000F. Le nom et l'adresse du destinataire doivent être clairement indiqués. La contre-valeur en euros est arrondie au multiple de 5 euros inférieur, et elle est renvoyée en billets en euros au destinataire.

L'Union : 16/02/10

Energie. Elle vise 100% d'électricité verte

L'Ecosse, royaume du vent

Selon le Premier ministre de l'Ecosse, le pays devrait dépasser son objectif de consommer 31% d'électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici à 2011 et parvenir à 100% d'électricité verte. L'Ecosse entend même devenir le leader européen en matière de développement des énergies renouvelables et d'éolien offshore.

D'ailleurs, le Premier ministre a déclaré : « nous sommes convaincus que l'Ecosse peut-être la puissance énergétique de l'Europe. » Alex Salmond qui dirige le Parti national écossais (SNP) espère transformer l'Ecosse en un pays exportateur d'électricité grâce à son fort potentiel éolien offshore.

Cependant, National Grid, le réseau de transport d'électricité britannique freine le développement selon les partisans de l'éolien, en imposant des frais de raccordements plus élevés pour les parcs éoliens en raison de leur éloignement des lieux de consommation. L'Ecosse entend aussi devenir un centre industriel et de recherche des énergies renouvelables incontournable en étudiant l'énergie des marées et des vagues.

La Voix du Nord : 16/02/10

Un programme franco-belge pour faire face aux catastrophes technologiques

Un programme commun d'aide à la préparation des plans opérationnels des risques transfrontaliers (APPORT) a été élaboré. Il s'inscrit dans le cadre du programme Interreg IV visant à effacer les frontières entre pays de l'Union européenne. Le projet APPORT aura une durée de vie de trois ans, et se déclinera en cinq actions. Son coût est financé pour moitié par le Fonds européen de développement régional (FEDER).

Dans un premier temps, le projet se limitera aux frontières puis progressivement s'étendra à la province de Flandre occidentale. Il s'agit de mettre les acteurs de la sécurité civile de chaque côté de la frontière sur la même longueur d'ondes au cas où une catastrophe se produirait. Le projet APPORT s'articule autour de cinq actions.

Tout d'abord, il s'agit d'un état des lieux afin d'inventorier les différents moyens de coopération transfrontalières et les textes juridiques existants.

La deuxième action vise à répertorier les installations dites « à risques » ainsi que les différents axes (routes, rail, canaux) qui servent à transporter des substances dangereuses.

La troisième action permettra d'envisager les mesures de préventions contre les accidents technologiques transfrontaliers.

La quatrième action servira de phase test, il s'agira d'exercices mis en place et analysés de chaque côté de la frontière.

La dernière action consistera à « établir un schéma de coopération sécuritaire transfrontalière applicable à d'autres frontières européennes ».

L'Union : 16/02/10

La coopération se dessine petit à petit

La Chambre de commerce et d'industrie des Ardennes s'est décidée à faire du port de Givet une plate-forme multimodale, afin de favoriser de nouveaux échanges avec le voisin du nord. L'harmonisation fiscale de part et d'autre de la frontière est en cours. Le 24 novembre dernier, un avenant à la convention franco-belge du 10 mars 1964 a été approuvé, après des années de négociations et de pressions belges pour rétablir l'équilibre.

L'harmonisation se fera progressivement jusqu'en 2033, date à laquelle le statut de travailleur transfrontalier disparaîtra. De plus, le premier espace métiers transfrontaliers voit le jour à Givet et Revin, et le programme interrégional « Distance zéro » est une première, en ce qui concerne la coopération à la formation.

L'Union : 16/02/10

Frontière. Les flux économiques entre la Wallonie et notre département restent faibles

Deux Ardennes, un seul problème

Les Ardennes belges et françaises semblent hériter communément d'une double peine économique, malgré le fait qu'il y ait des échanges transfrontaliers apparents. Les deux Ardennes sont homogènes d'un point de vue économique, et créent peu de richesses entre elles. Fiscalement, les deux Ardennes sont disjointes, ce qui crée des ruptures commerciales sur l'ensemble du territoire ardennais.

Le consulat général de Belgique basé à Lille depuis 1934, a pour principale mission de « promouvoir le commerce avec le nord de la France, dont la Belgique est, de loin, le premier partenaire commercial ». A la chambre de commerce et d'industrie des Ardennes, les actions communes entre Ardennes et Wallonie se font rares.

L'Union : 16/02/10

Flux fiscaux plus que commerciaux

Selon des données statistiques, les échanges commerciaux des Ardennais et des Belges montrent que les deux territoires sont des partenaires importants. Cependant, si l'on regarde de plus près, ces échanges sont plus liés à la proximité géographique ou aux spécificités nationales, qu'à une dynamique commerciale transfrontalière forte.

Selon les statistiques douanières, c'est l'Allemagne qui constitue le premier client des Ardennes. En ce qui concerne les spécificités fiscales, celles-ci sont bien réelles et créent une polémique avec des débats de part et d'autre de la frontière. Germain Dissewiscourt, le président du Regroupement des frontaliers du Nord des Ardennes et de l'Est (RFNAE) évoque les avantages du statut de travailleur transfrontalier.

Il déclare que le fait de travailler en Belgique et de résider en France permet de payer « 20% en moins d'impôts sur les revenus » et de bénéficier « d'un salaire plus important en Belgique qui ne prélève pas autant de cotisations sur les salaires qu'en France. » C'est pourquoi, plus de travailleurs résident en France et travaillent en Belgique. L'économie transfrontalière est avant tout fiscale, aujourd'hui.

La Voix du Nord : 17/02/10

Europe

La Grèce sous haute surveillance budgétaire

Les ministres des Finances européens ont accentué hier, leur pression sur la Grèce afin qu'elle réduise ses déficits. Les nouvelles mesures pourraient inclure des baisses de dépenses et des augmentations de recettes, une hausse de la TVA, et des taxes supplémentaires sur les produits de luxe.

La Voix du Nord : 17/02/10

2012, date limite pour échanger ses billets en francs

Après le 17 février 2012, la Banque de France refusera d'échanger les derniers billets en francs contre des billets en euros. Les billets de 500F, de 200F, de 100F, de 50F, de 20F seront échangeables jusqu'en 2012, soit dix ans jour pour jour après l'introduction des pièces et billets de la monnaie unique. Selon un sondage, 69% des Français regrettent toujours le franc.

La Voix du Nord : 18/02/10

Huit ans pour 8 euros

Un Allemand a été débouté par la Cour européenne

Après huit ans de procédure infructueuse pour se faire rembourser des tablettes de magnésium par la sécurité sociale, pour un montant de 7,99 €, un Allemand a été débouté par la Cour européenne des droits de l'homme. Depuis 2002, il était débouté par les tribunaux allemands et avait finalement décidé de saisir la Cour européenne pour délai excessif de la procédure. Cette dernière a jugé « abusive et irrecevable » la requête.

La Voix du Nord : 19/02/10

Et si on recommençait Lille 2004 à Mons ?

La ville de Mons vient de remporter la semaine dernière, le titre de capitale européenne de la culture pour 2015 et a entraîné notamment la ville de Maubeuge qui se situe à 20 km de celle-ci. La ville de Mons possède trois théâtres, organise des concerts et des festivals, et depuis quelques années se

prépare pour un gros projet, qui est de devenir capitale européenne de la culture.

Le bourgmestre de Mons, Elio di Rupo, prend Lille 2004 comme modèle de réussite, et l'idée de se calquer est clairement revendiquée. Dans cette dynamique, la ville de Maubeuge est capitale régionale de la culture et surtout partenaire privilégiée de Mons 2015. Maubeuge devrait donc recevoir des aides de l'Etat et du Conseil régional à ce titre.

Lille 2004 avait été un événement phare et avait dépassé les frontières de la capitale des Flandres, en prônant la culture accessible à tous les publics. Ce qu'il reste aujourd'hui, c'est une région métamorphosée, avec de maisons folies où les artistes continuent de s'exprimer.

Didier Fusillier, le patron de Lille 2004 et directeur du théâtre du Manège à Maubeuge fait partie de l'équipe de Mons 2015. Il a déclaré que l'événement serait différent de Lille 2004, car Mons est une ville différente. Il ajoute que « c'est une certaine façon de vivre la culture : selon une matrice et pas selon une programmation. » Didier Fusillier évoque aussi la place de la ville de Maubeuge qui accueillera une exposition du peintre Nicolas Régnier. « L'enjeu est de retrouver ce qui unit ces territoires (Mons et Maubeuge). »

La Voix du Nord : 22/02/10

Mons 2015 : une candidature préparée bien en amont

Nicolas Martin échevin (adjoint) au bourgmestre de Mons a déclaré que le premier objectif est de « favoriser tout ce qui est lié au tissu économique et social. » Les grandes entreprises internationales spécialisées dans les nouvelles technologies, telles que Google en 2007, et Microsoft en 2009, ont choisi de s'implanter à Mons. Toutes ces entreprises s'inscrivent dans le thème retenu par Mons 2015, qui est *Mons, là où la technologie rencontre la culture.*

Le bourgmestre et son équipe travaille également autour d'un autre axe qui est la promotion du patrimoine, du tourisme et de la culture. C'est pourquoi des investissements ont été réalisés afin de rénover le centre ville et le patrimoine historique.

Une nouvelle gare est aussi en projet, et la gare actuelle devrait être rasée. Parmi d'autres projets, on retrouve une piscine, 1000 logements, un grand centre de congrès. La ville de Mons attire aussi des investisseurs et selon Nicolas Martin, un investisseur d'Anvers semble intéressé par Mons 2015 et souhaiterait fabriquer des maisons afin de les revendre.

Filippo Sanna : « La culture et l'économie sont liées »

Filippo Sanna est cofondateur de la société Mielabelo dont le siège est à Mons. Cette entreprise est spécialisée en conseil en entreprise et s'est installée à Mons pour des raisons stratégiques (positionnement entre le Nord de la France, la Belgique, et le Luxembourg.) Filippo Sanna est très enthousiaste à l'idée de voir le projet de Mons 2015 évoluer, et selon lui « la culture et l'économie sont liées. »

Direct Lille Plus : 22/02/10

Proche-Orient

Abbas se tourne vers l'Europe

Le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas se tourne vers l'Europe, alors que les négociations avec l'Etat hébreu sont au point mort. Il faut se demander si l'Europe et la France en particulier peuvent réussir là où les Etats-Unis ont échoué. C'est probablement ce qu'espère le chef de l'Autorité palestinienne qui doit rencontrer aujourd'hui le président Nicolas Sarkozy et le chef de la diplomatie, Bernard Kouchner.

Mahmoud Abbas cherche sans doute une alternative à l'option américaine. En effet, Washington n'a pas réussi à faire évoluer les positions des deux camps en un an. L'Autorité palestinienne n'a pas renoncé à

l'exigence d'un gel complet de la colonisation israélienne, y compris à Jérusalem-Est, et Israël refuse toujours cette idée. Même l'administration de Barack Obama reconnaît son impuissance, pourtant la question du Proche-Orient était l'une de ses priorités en ce qui concerne la politique extérieure.

Cependant, le ministre des Affaires étrangères français Bernard Kouchner a surpris lorsqu'il a déclaré que l'on pouvait « envisager » la proclamation et la « reconnaissance immédiate » d'un Etat palestinien avant même les négociations sur ses frontières. Cette proposition est loin de plaire à l'Etat hébreu.

L'Union : 23/02/10

L'Union européenne avance vers la protection du thon rouge

L'Union européenne a fait un pas hier en ce qui concerne le thon rouge menacé par la surpêche, sa proposition vise à en interdire le commerce international. La Commission européenne a proposé une inscription de l'espèce à la Convention internationale sur les espèces sauvages (Cites) ce qui entraînerait l'interdiction de vendre à l'international. La pêche artisanale n'est pas visée par cette interdiction et pourra continuer à écouler ses captures sur les marchés de l'UE.

La Voix du Nord : 23/02/10

Vers l'interdiction du thon rouge

La Commission européenne a proposé hier que l'UE soutienne l'interdiction du commerce international du thon rouge menacé par la surpêche. Les 27 Etats membres devront présenter une position commune de l'UE pour la prochaine réunion de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Direct Lille Plus : 23/02/10

Proche-Orient

Paris veut relancer les négociations

Nicolas Sarkozy a reçu hier le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et selon lui, un accord entre les Palestiniens et les Israéliens inclut inéluctablement « deux Etats, avec Jérusalem comme capitale ». Nicolas Sarkozy n'a pas repris l'idée de son chef de la diplomatie Bernard Kouchner qui avait proposé de reconnaître un Etat palestinien avant même de régler la question des frontières avec Israël. Le président français a assuré qu'il s'est entendu avec Mahmoud Abbas sur des initiatives mais il ne les a pas détaillées.

De plus, par le biais de la France, c'est aussi l'Europe qui veut donner l'impulsion. D'ailleurs, les chefs de la diplomatie française et espagnole, Bernard Kouchner et Miguel Angel Moratinos, estiment que les Européens doivent proposer un « calendrier de négociations » sur les questions du statut final de l'Etat palestinien et « une conférence au sommet pour la paix ». Selon eux, l'Europe doit prendre ses responsabilités surtout qu'elle fournit plus de la moitié de l'aide aux Palestiniens.

20 minutes : 23/02/10

L'UE condamne l'usage de ses passeports

Hier, dans une déclaration commune, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont condamné « fermement » l'utilisation de passeports européens par des membres présumés du commando qui a assassiné un responsable du Hamas à Dubaï.

20 minutes : 23/02/10

La question d'un Etat palestinien au cœur des discussions

L'idée de proclamer un Etat palestinien avant même d'en avoir tracé les frontières a surgi dans les couloirs du Quai d'Orsay et aurait même réussi à conquérir Bruxelles. En effet, les européens qui pourvoient à plus de 50% de l'aide à la Palestine sont lassés par les négociations interminables et sans résultats et seraient prêts à mettre la charrue avant les bœufs.

Le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner et son homologue espagnol Miguel Angel Moratinos ont détaillé les contours d'un règlement final : « Sécurité absolue pour Israël, reconnaissance d'un Etat palestinien, sur la base des lignes de 1967 avec des échanges de territoires et Jérusalem comme capitale des deux Etats. »

Hier, la conférence de presse qui réunissait Mahmoud Abbas, le chef de l'Autorité palestinienne et le président français, Nicolas Sarkozy, n'a pas servi à donner les détails mais uniquement à constater « les possibilités alternatives » proposées par Bernard Kouchner. Cependant, Nicolas Sarkozy veut débloquer les choses et évoque depuis quelques mois, l'idée d'une conférence internationale pour le Proche-Orient.

Cela permettrait de couper l'herbe sous le pied de l'administration Obama qui n'est pas parvenue à s'imposer comme leader des négociations. Du côté de l'Israël, ils sont opposés à un tel scénario, et selon un haut responsable israélien, accorder la reconnaissance de l'Etat palestinien « alors que les dossiers du conflit ne sont pas réglés, ne ferait que jeter de l'huile sur le feu. »

20 minutes : 23/02/10

Les 27 bientôt contre la pêche au thon

La Commission européenne a proposé hier une interdiction du commerce international du thon rouge en le classant parmi les espèces menacées d'extinction. L'Europe devra peser de tout son poids sur l'interdiction au sein de la Cites (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction).

Cette organisation affiliée à l'ONU se réunit du 13 au 25 mars à Doha, et l'Union européenne « joue un rôle prépondérant » en apportant son soutien. Cependant, les japonais qui consomment 80% des captures mondiales de thon rouge veulent contrer l'interdiction.

La Voix du Nord : 24/02/10

Les cultures d'OGM en recul dans l'Union européenne

Les cultures d'OGM sont actuellement en recul en Europe, ils sont en effet victimes de la défiance de l'opinion publique et de leurs effets néfastes pour l'environnement ont annoncé hier Greenpeace et Friends of the Earth. De plus, les surfaces consacrées à la culture du maïs transgénique (MON 810) du groupe américain Monsanto qui est le seul OGM autorisé dans l'Union européenne ont reculé de 11%.

L'Union : 24/02/10

Grève des contrôleurs aériens

Non au ciel européen

Cinq syndicats d'aiguilleurs du ciel ont appelé à un mouvement de grève, face à la perspective d'une réorganisation du contrôle aérien au plan européen. Le Functional airspace block europe central, signé en novembre 2008 associe six pays européen (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse).

Ces pays souhaitent moderniser la gestion du trafic aérien, en ce qui concerne la sécurité, la capacité, l'efficacité, et les défis économiques. Cependant, l'intersyndicale craint que ce projet mène au démantèlement de la Direction générale de DGAC et menace l'emploi de plusieurs agents.

20 minutes : 25/02/10

Diplomatie Un litige oppose la Suisse à la Libye L'Europe entre dans les négociations

La nouvelle commissaire européenne Cecilia Malmström en charge des Dossiers d'immigration espère « trouver une solution », c'est ce qu'elle a déclaré lorsqu'elle était interrogée sur le sort du Suisse Max Göldi, qui doit purger une peine de quatre mois de prison en Libye. Tout a commencé avec l'arrestation de deux hommes d'affaires suisses Max Göldi et Rachid Hamdani, poursuivis pour « séjour illégal » en juillet 2008 en Libye. Rachid Hamdani a été relâché et a pu regagner la Suisse, après dix-neuf mois assigné à l'ambassade.

Leur interpellation a fait suite à l'arrestation à Genève d'un des fils du numéro un libyen Mouammar Kadhafi. La Confédération helvétique en tant que membre de l'espace Schengen, a impliqué l'UE dans la négociation afin que 150 personnalités libyennes ne puissent plus obtenir de visa Schengen. En représailles, Tripoli ne veut plus accorder de visa pour les pays de Schengen. Une ébauche d'accord avait été trouvée avec l'UE le 18 février.

20 minutes : 25/02/10

Union européenne En difficulté économique, les pays d'Europe du Sud mobilisent Bruxelles Les « Pigs » vont être mis au régime au sec

On les surnomme « Pigs » car c'est un acronyme anglais des initiales des quatre pays Portugal, Italie, Grèce et Espagne (Spain). Pigs veut dire « cochons » en anglais, cette appellation n'est donc pas très élégante, mais

elle montre l'attention qui est portée à ces pays. Ces quatre pays ont des dettes élevées et une production de richesses insuffisante, ce qui ne fait pas le bonheur des autres économies de la zone euro.

La France devrait voir s'envoler sa dette publique dans les années à venir car contrairement à ces Pigs, « l'Hexagone produit assez de richesses pour soutenir sa dette ». Par conséquent, Paris ne risque pas d'être victime des marchés comme la Grèce, ni de subir des plans d'austérité de même envergure. La Grèce va devoir subir un véritable régime et n'a pas le choix, car l'UE a exigé l'adoption de ce plan draconien contre son aide.

D'ailleurs, la Commission européenne veille à ce que la Grèce réalise son objectif qui est de descendre de 4 points le déficit public grec à 8,7% du PIB, d'ici à la fin de l'année. Cependant, ces mesures ont déclenché des tensions sociales en Grèce, et l'Espagne et le Portugal pourraient bien connaître ces mêmes tensions. Madrid a prévu de revenir à 3% de déficit du PIB d'ici à 2013.

Vers une gouvernance économique accrue

L'Allemagne avait toujours été contre cette idée, mais la crise grecque conduit Berlin à revoir sa position et à renforcer la coordination des politiques économiques européennes. Il faudra réfléchir à « de nouvelles règles et possibilités de sanction » à l'égard des pays européens dont les finances dérapent a déclaré un porte-parole du ministère allemand des Finances. Jusqu'à présent l'Allemagne considérait le projet d'un gouvernement économique européen comme une tentative de Paris de remettre en cause l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE).

Tout cela dans le but d'influer sur ses décisions concernant les taux d'intérêt. Paris et Berlin s'étaient d'ailleurs accrochés autour de la coordination de leurs plans de soutien aux banques, pendant la crise financière de l'automne 2008. L'Allemagne a donc décidé de se rallier à une

plus grande coordination des choix économiques mais reste méfiante sur tout transfert de pouvoir à l'UE.

Quatre Etats qui traversent des turbulences financières La Grèce lance un plan d'économies drastique et craint l'explosion sociale

Les mesures en cours d'application sur la péninsule hellénique sont l'augmentation de la TVA, des taxes sur les carburants, les cigarettes et l'alcool, l'imposition des produits de luxe, la baisse des salaires des fonctionnaires et le recul de l'âge de la retraite. Toutes ces mesures sont un risque d'explosion sociale, et plusieurs manifestations ont déjà été mises en place.

L'éclatement de sa bulle immobilière secoue l'Espagne

« La situation dégradée de l'Espagne est aussi à mettre sur le compte d'une économie particulièrement fragile, qui n'avait pour seul ressort de croissance qu'un secteur immobilier sans un peu artificiellement gonflé » selon Eric Heyer, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques. Le nombre de chômeurs vient de dépasser 4 000 000 mais ce chiffre n'empêche pas le gouvernement de prévoir un plan d'austérité qui vise à réduire les dépenses de près de 50 millions d'euros.

L'Italie connaît sa plus forte chute de l'activité depuis 1980

La situation de l'industrie italienne est préoccupante avec une compétitivité dégradée, et une baisse des parts de marché. C'est donc toute l'économie qui est à la peine, le taux d'endettement traditionnellement élevé s'envole. Les conséquences sont que la croissance est en berne, la demande ne repart pas, et le marché de l'emploi est très dégradé. Les premiers touchés sont les trentenaires qui sont contraints de rester chez leurs parents car ils ne peuvent assumer un loyer avec des salaires peu élevés.

Le Portugal tente de faire face malgré une hausse des taux d'intérêt

La situation de Lisbonne est certes moins grave que celle d'Athènes ou de Madrid, mais elle est malgré tout préoccupante. Les spéculateurs effrayés par ce climat morose et incertain, font grimper les taux d'intérêt. Cependant l'Agence portugaise de gestion de la dette a annoncé une nouvelle émission obligatoire d'un montant d'un milliard d'euros, sur cinq ans.

La Voix du Nord : 25/02/10

Elargissement

Bruxelles entrouvre la porte de l'Union européenne à l'Islande

La Commission européenne a décidé hier de recommander l'ouverture de négociations afin que l'Islande intègre l'Union européenne.

La Voix du Nord : 25/02/10

La ville va-t-elle se jumeler officiellement avec Arenas de San Pedro en Espagne ?

La ville de Fourmies est actuellement jumelée avec la ville allemande de Bernburg et la ville de Fridley aux Etats-Unis. Une troisième ville est pressentie pour un projet de jumelage, et c'est la ville de Arenas de San Pedro en Espagne.

A l'origine du projet de jumelage, on trouve le collège Léo Lagrange dans lequel une section européenne a été ouverte par un professeur d'espagnol, Ana Brun-Bardon. Le choix de cette ville s'est fait par des demandes via l'ambassade pour trouver des établissements afin d'échanger.

D'ailleurs, les élèves français qui intègrent la section européenne n'ont pas 2 mais 5 heures d'apprentissage, et correspondent avec les élèves espagnols. Cela se termine par un échange, les élèves français passent une

semaine dans la ville espagnole, Arenas de San Pedro et les élèves espagnols passent à leur tour une semaine en France.

De plus, les familles d'accueil françaises et espagnoles ont noué des liens, et ce projet a débouché sur une amitié entre deux peuples, deux villes. Par conséquent, c'est le conseil municipal qui décidera, et s'il s'engage, le projet de jumelage devrait rapidement voir le jour. Un comité de jumelage serait alors établi afin d'organiser des animations, des échanges, des expositions, des soirées à thème.

20 minutes : 26/02/10

Événement La ville belge sera « capitale européenne de la culture » en 2015

Mons, sur les traces de Lille

Yves Vasseur, commissaire de l'événement ne cache pas sa volonté que Mons 2015 suive le modèle du succès de Lille 2004. L'ambition du projet est de profiter de la culture afin de développer la technologie. Cela permet à la ville de Mons de changer d'image, notamment avec l'implantation de Google, IBM et Microsoft.

De plus, le musée des Beaux-Arts (BAM) et le Manège de Mons ont fait peau neuve en 2006 et 2007. Les associations et les centres culturels désirent également profiter des 75 millions d'euros de l'Union européenne pour cet événement. D'ailleurs, les structures locales ont jusqu'à 2013 pour présenter un projet.

Cependant, si le bilan de Lille 2004 est positif en ce qui concerne les retombées touristiques, économiques et médiatiques, la dynamique du spectacle vivant est plus mitigée. Depuis 2007, les projets artistiques ont été réduits, mais l'un des points positifs est que le volume d'activité des Maisons Folies s'est maintenu.

La Voix du Nord : 27/02/10

Zone euro

L'accélération de l'inflation se confirme

L'inflation dans la zone euro a légèrement accéléré en janvier à 1% sur un an, après 0,9% en décembre. Il faut remonter à février 2009, où l'on trouve un taux plus élevé de 1,2%. D'après Eurostat, l'office européen des statistiques, les produits qui ont eu un impact plus lourd sur la hausse des prix à la consommation en janvier sont les carburants pour le transport, les combustibles liquides et le tabac.

Siège social

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : eurothierache1@aliceadsl.fr

Web : www.eurothierache.eu